



AICCRA
Accelerating Impacts of CGIAR
Climate Research for Africa



Programme D'échange De Capacités Entre Pairs Sud-Sud

Rabat, Maroc

5 & 6 Octobre 2022



PREMIER JOUR

Une introduction au changement climatique, au financement climatique et aux différents instruments financiers.

DEUXIÈME JOUR

Un examen approfondi des instruments financiers et des outils scientifiques, avec des études de cas axées sur les pays, discutant des difficultés rencontrées par les pays pour identifier leurs besoins en matière d'accès au financement de l'action climatique en matière d'adaptation.

L'INITIATIVE D'ADAPTATION DE L'AFRIQUE ET SUSTAINABLE SOLUTIONS FOR AFRICA

Le programme a eu lieu au Maroc - Rabat entre le **3rd et le 6th octobre**, avec la participation de 23 pays dans le cadre du lancement de la toute première réunion de lancement du programme régional panafricain, organisée par l'Initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine [AAA], l'Initiative pour l'adaptation en Afrique [AAI], l'Alliance pour la biodiversité, le CGIAR et le PNUD.

Les journées 3rd et 4th ont été les journées clés du programme d'échange sud-sud. Il était principalement dirigé par le **coordinateur de l'AAI** - Seyni Nafo et le programme d'échange était présenté par la **directrice générale** de SSA, Sandra Freitas, avec son équipe d'experts seniors ; Anna Katsantonis et Elidaa Daku.



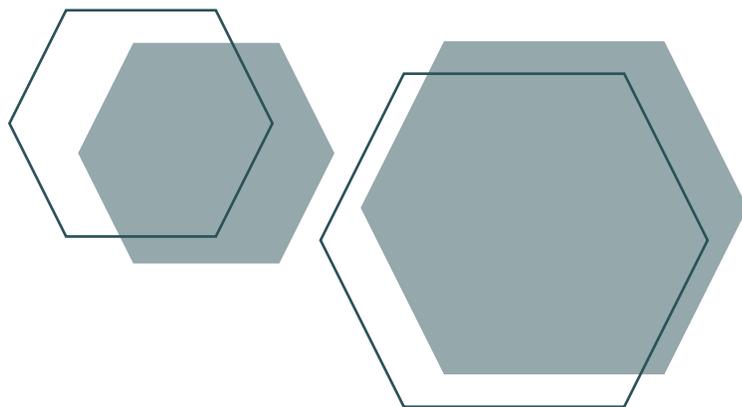
TROIS JOUR

INTRODUCTION AUX OUTILS SCIENTIFIQUES CLIMATIQUES ET AUX INSTRUMENTS FINANCIERS CLIMATIQUES

La journée a été lancée par les remarques du coordinateur de l'AAI, Seyni Nefuno, et de la directrice générale de l'ASS, Sandra Freitas. Seyni a parlé de l'urgence de l'action climatique pour le continent africain, et de l'opportunité de ce programme régional de préparation pour relever les ambitions. Il a confirmé que *"ce programme régional de préparation des pays a donné l'exemple à d'autres pays et continents sur l'importance de travailler ensemble pour l'action climatique"*.

Il a également souligné l'importance pour les pays de s'approprier et de faire preuve de pragmatisme dans l'organisation de leurs institutions afin de comprendre l'urgence et de s'attaquer concrètement aux défis de l'adaptation en Afrique.

"Comprendre le pouvoir des autorités nationales désignées est essentiel pour s'approprier et défendre les idées et les actions".



Il a mentionné que ce programme de deux jours sera l'occasion d'entendre les pays parler des défis et du rôle que peuvent jouer les organisations africaines dans la promotion de l'adaptation africaine. Il a souligné que le rôle de l'AAI serait de parler au nom des pays qui ne seront pas présents à la COP cette année en Egypte, d'être leur voix et de souligner le rôle de l'AAI pour coordonner le plaidoyer ainsi que la mobilisation des ressources pour ces pays.

Mme Freitas a réaffirmé que son équipe présenterait les principaux outils scientifiques et instruments de financement du climat en mettant l'accent sur les exigences de financement du GCF. En outre, les sessions permettront aux deux organisations (AAI et SSA) ainsi qu'aux pays d'identifier les obstacles auxquels les pays sont confrontés dans la conception et le financement de l'adaptation au climat.



Certains des facteurs clés qui jouent dans l'accès au GCF, au Fonds d'adaptation ou à d'autres canaux de financement sont la question du raisonnement climatique et la méthodologie de base autour desquels un projet est formulé. De plus, Sandra a parlé du critère spécifique pour la sélection des projets qui peuvent être financés par le secteur public ou le secteur privé, et en considération du financement public limité, la tendance est aux projets financés par le secteur privé. Par conséquent, les travaux de groupe seront organisés autour des questions des pays concernant l'accès et la mobilisation du financement privé.

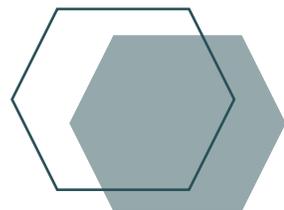
TROISIEME JOUR

RISQUES CLIMATIQUES ET EVALUATIONS FONDAMENTALES

Elidaa Daku, a dirigé la session avec une présentation des principes fondamentaux des risques climatiques et des évaluations du climat, en commençant par ce qu'est le système climatique, ce qui détermine le climat, une introduction à l'effet de serre et au forçage radiatif, ainsi que les raisons pour lesquelles notre monde se réchauffe. La présentation a ensuite abordé l'impact de tous ces facteurs sur les risques climatiques et les indicateurs du climat africain. La deuxième partie de la présentation était axée sur la compréhension de l'analyse climatique, en termes d'historique et de projection du climat futur selon divers scénarios et horizons temporels, afin d'évaluer et d'intégrer correctement les risques climatiques dans le développement de projets et de programmes.

La session a permis aux participants d'échanger des commentaires et de poser des questions, ainsi que de répondre à des questions à la fin de la présentation ont également été soulevées autour de l'accès et de la précision des données climatiques disponibles en ligne. Elles peuvent être résumées comme suit :

- Au minimum, les agriculteurs devraient avoir un meilleur accès aux données afin d'anticiper les risques climatiques, et pour une meilleure compréhension et évaluation de la production, nous devons disposer d'une **collecte adéquate de données et d'outils simples d'analyse de données**, qui peuvent démontrer des indicateurs et des projections sur une plus longue période de temps.
- Il est nécessaire de combiner les indicateurs socio-économiques et climatiques, car ils vont de pair, afin de créer de meilleures projections sur au moins 40 ans pour créer ce lien important entre les impacts socio-économiques et climatiques sur les niveaux de production.
- **Quand observons-nous des impacts météorologiques sur la production et les identifions-nous comme le résultat du changement climatique ?** Nous devons considérer le changement climatique du point de vue de la vulnérabilité, car au moins 30 ans d'événements météorologiques persistants peuvent alors être identifiés comme des changements significatifs du climat, et on considère qu'il s'agit d'une variabilité lorsqu'elle se produit sur une longue période de temps et non pour des événements isolés. Par exemple, l'une des préoccupations à prendre en compte est le changement des régimes pluviométriques et l'intensité et la





- Par conséquent, il est important de disposer de données précises pour pouvoir analyser ces données, en reliant les événements météorologiques récurrents spécifiques et identifier si ces événements sont des changements climatiques. Par conséquent, une action qui peut être prise pour renforcer la collecte et l'analyse des données, est de mettre en place des **"unités de données météorologiques/climatiques"** sur le site du projet afin de pouvoir examiner les données historiques, les données actuelles ainsi que les événements météorologiques qui se produisent pour mettre en évidence la connexion et augmenter le niveau de sensibilisation pour éviter **"le paradoxe du climat de l'Afrique de l'Est"** par exemple, La confusion ou le paradoxe vient du fait que certains s'accordent à dire que les pertes de récoltes sont dues aux impacts climatiques, alors que d'autres pensent que ces changements climatiques augmentent le niveau de production, les unités de données climatiques devraient donc être la principale source d'information fiable.
- Un autre point soulevé par le même représentant de pays est l'importance d'inclure des données socio-économiques dans l'analyse des impacts du changement climatique, car pour développer de solides justifications climatiques pour les projets, il est essentiel de mettre en évidence les **impacts socio-économiques du changement climatique** par le biais de données scientifiques fiables.



- Un autre représentant de pays a également souligné le rôle important qui est et peut être joué par les **organisations de la société civile**. Comme de nombreuses OSC jouent un rôle efficace dans la collecte de données et dans la réalisation d'études qui ont permis de sensibiliser l'opinion publique à diverses questions, les pays et les institutions nationales devraient être encouragés à travailler avec la société civile pour faire la synthèse des personnes, car elles sont considérées comme une source importante de données.
- Le représentant d'un pays a souligné la nécessité de s'appuyer sur les pratiques de **l'agriculture intelligente face à** l'augmentation des saisons de sécheresse et au manque de capacités pour arrêter ou réduire ces événements. Ainsi, la CSA peut être une étape vers la diminution de la sensibilité aux chocs climatiques, et l'importance de **construire l'infrastructure, la capacité d'adaptation et d'acquérir les connaissances nécessaires**.

- Un participant a souligné l'importance d'**intégrer la planification du changement climatique au niveau micro**, afin de s'assurer que les plans, les stratégies et les budgets intègrent le CC, en particulier dans la budgétisation des projets dès le début, compte tenu des restrictions budgétaires. Le présentateur a ajouté que si nous, en tant que pays, voulons des résultats, nous devons positionner le **changement climatique comme l'épine dorsale de nos politiques de développement**, ce qui devrait aider à rationaliser le changement climatique dans les stratégies et les plans budgétaires.
- Un dernier commentaire a également réaffirmé la nécessité de restructurer les politiques africaines afin de moderniser les pratiques agricoles pour devenir autosuffisants et assurer la sécurité alimentaire. Le changement climatique n'est que la moitié de la réponse, nous devons prendre en considération d'autres défis structurels.

GROUPES DE DISCUSSION

Quels sont les défis que vous avez rencontrés en tant que pays dans le processus de développement du projet ?

Le représentant de l'Autorité Nationale Désignée de la Somalie a ouvert la conversation avec le fait que jusqu'à aujourd'hui, la Somalie était incapable de développer ou de soumettre une proposition de financement au Fonds Vert pour le Climat en raison de l'absence d'une institution nationale pour diriger le processus. Ensuite, l'AND du Liberia a mené la discussion en présentant l'ensemble du processus d'accès au financement du GCF, considérant que certains pays ont récemment établi ou nommé des AND, et que le Liberia a 5 programmes de préparation nationaux et plusieurs propositions de financement transversales. Il existe différents niveaux et catégories pour accéder au financement du GCF, à commencer par le programme de soutien à la préparation de la préparation, qui peut également être accessible sous la forme d'une subvention pluriannuelle de préparation, ou d'un programme autonome, ou même à un niveau régional, comme l'actuel programme panafricain de préparation. Il existe également un mécanisme de préparation des projets (Project Preparation Facility - PPF), qui est uniquement destiné à la préparation des projets et qui est conçu pour permettre aux pays de disposer de fonds pour fournir ou financer toutes les annexes et la documentation de soutien pour la proposition de financement (justification du climat, études de base, etc.), qui sont généralement confiées aux entités accréditées.

Une autre catégorie de financement est le processus d'approbation simplifié [SAP], qui prévoyait 10 millions pour le financement des propositions, et qui est maintenant passé à 25 millions. En outre, il y a les grandes propositions, qui sont considérées comme le plus grand canal de financement à partir de 25 millions. Cependant, pour accéder à un canal de financement aussi important, les pays doivent défendre leur propre documentation sur la logique climatique. Ces pays en développement et les États africains sont compromis parce que les propositions de financement visent principalement l'adaptation, et l'une des exigences majeures du conseil d'administration est que les pays fournissent des preuves et des recherches sur l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance socio-économiques au cours des 30 dernières années environ. Par conséquent, les pays ne peuvent pas produire de données afin de fournir clairement des preuves de ce qu'est la logique climatique.

Vous trouverez ci-dessous un compte-rendu des différentes expériences vécues par les pays et ce que l'on peut apprendre des expériences des autres pays :

Les défis :

- ✓ Au Liberia, des propositions de préparation et de financement ont été élaborées. Deux FP sont actuellement en cours de mise en œuvre pour un montant de 40 millions d'euros pour l'adaptation. Cependant, il a fallu plus de 4 ans pour construire une défense côtière, le pays a demandé un financement de 60 millions d'euros mais le GCF a exigé une révision de la justification climatique. Par exemple, des preuves qui peuvent démontrer les impacts de l'élévation du niveau de la mer et comment ils sont induits par le changement climatique. Le problème est que nous, en tant que pays, ne disposons pas de telles données, et le GCF a demandé que nous produisions ces données au niveau national afin de développer un raisonnement climatique solide et de recevoir une approbation.
- ✓ Le deuxième projet visait à mettre en place des services d'information sur le climat, et bien qu'il existe des preuves et que la littérature disponible puisse fournir des orientations

Les leçons apprises :

- ✓ Lors du développement d'un projet d'adaptation, l'entité accréditée doit être continuellement engagée avec le GCF tout au long de la phase de développement. Comme il y aura de nombreuses exigences de la part du GCF en termes de questions et de justifications à fournir, et qui ne seraient pas fournies par l'EA mais devraient être spécifiques au pays, et donc l'AND doit être engagé en permanence.

PROJECTEUR SUR LES AUTRES PAYS :

Les défis :

- Pour l'**Afrique de l'Est**, nous avons toujours eu du mal à mettre en évidence l'attribution avec les informations climatiques, et il a été assez difficile de collecter des données opportunes et précises.
- Pour le **Zimbabwe**, il s'agit d'un défi d'additionnalité, dont la nécessité est essentielle pour stimuler le travail de nos institutions et développer une logique climatique.
- Pour **Eswatini**, nous essayons d'envisager d'investir ou de plaider pour l'investissement dans les données climatiques. Si nos pays et nos gouvernements réalisent l'importance des données climatiques pour accéder aux financements, l'AAI peut aider à plaider pour ces questions au niveau politique élevé. En outre, nous n'avons pas été en mesure d'intégrer les informations climatiques dans nos cadres institutionnels, car cela permettrait de s'assurer que toutes les institutions concernées parlent le même langage.
- Pour le **Kenya** : nous avons essayé d'intégrer la CC car nous avons deux PC avec deux AE différentes, et oui, bien que les données soient importantes, nous avons toujours des problèmes fondamentaux en relation avec les capacités techniques et institutionnelles de nos institutions, en tant qu'AND j'ai d'autres obligations à remplir et nous n'avons pas la capacité de développer une CN nous-mêmes, donc nous cherchons et comptons sur des consultants internationaux, ce qui remet en question la durabilité de nos activités. Le lien entre les données et les unités de développement de projet n'existe pas, nous avons des défenseurs oui, mais nous avons besoin de ceux qui développent les projets.
- Pour la **Sierra Leone**, le problème de notre pays est la disponibilité des données, nous avons jusqu'à 5 ans de sources de données fiables, mais nous n'avons pas de vue d'ensemble historique pour les 30 dernières années par exemple, nous utilisons éventuellement les données de l'Organisation météorologique mondiale, mais ces données ne sont pas assez raffinées ou adaptées pour construire un raisonnement climatique solide.
- Pour la **Zambie**, nous avons eu un projet d'eau qui est maintenant mis en attente en raison du manque de données hydrologiques nécessaires, comment pouvons-nous avancer sans les données de base nécessaires.

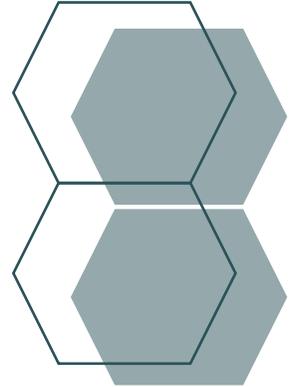
Pour Madagascar, Djibouti et les autres représentants francophones ont exprimé les défis suivants :

- Les cadres de collecte de données sont inexistantes ou ne sont pas adaptés pour refléter les vérités et les réalités sur le terrain, le traitement des données est un problème pour accéder aux informations, ainsi que les barrières linguistiques qui font obstacle à la disponibilité et à l'utilisation des données.
- Les capacités d'accès, de traitement et d'utilisation des données sont faibles au niveau national, d'où une forte dépendance vis-à-vis des services externes.
- Le problème de la méthodologie de collecte des données se reflète dans le fait que la diffusion n'est pas efficace ou efficiente.
- La plupart des données sont dédiées à des programmes spécifiques, mais au niveau local, nous avons des problèmes de coordination de la collecte de données avec les différentes régions, qui reflètent les besoins de données sur mesure.
- Tous les pays n'ont pas le même niveau de compréhension ou d'expérience, d'où la nécessité de capitaliser sur les connaissances et les expériences réussies des autres pays.



Les leçons apprises :

- ✓ Il est nécessaire de créer un réseau d'experts et de spécialistes et de les mettre en relation avec le GCF et les développeurs de projets, afin de travailler ensemble au développement de ces projets.
- ✓ Il est essentiel pour tous les pays de signer une évaluation de la capacité de gestion financière avec le GCF (FMCA), afin de contrôler, gérer et renforcer les capacités internes. Par exemple, pour le Liberia, il y a 5 programmes de préparation qui ont été approuvés et qui sont maintenant gérés par la NDA. Il s'agit d'un long processus qui va aller et venir, mais les pays seront alors en mesure d'obtenir le financement, de développer des rapports, puis d'obtenir une compréhension étroite et complète de l'ensemble des processus du GCF, et de renforcer les capacités internes.
- ✓ Les pays doivent fixer des objectifs et élaborer des plans de préparation pour les prochaines années, afin de bénéficier de l'aide de 300 000 euros fournie chaque année.
- ✓ La nécessité de développer un cadre pour la coordination avec les AE afin de s'assurer que les CND sont inclus dans l'engagement.



SESSION 3 - LES FONDAMENTAUX DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Anna Katsantonis a ouvert la session par une présentation des principes fondamentaux du financement climatique et des divers instruments de financement climatique dans le cadre de financement du GCF. Un quiz Mentimeter a été utilisé pour briser la glace, suivi d'une vue d'ensemble du paysage le plus récent du financement climatique en Afrique, les Fonds climatiques multilatéraux investissant 3,5% du financement climatique total et seulement 7% du total des subventions climatiques accordées à l'Afrique. L'accent a été mis sur la capacité et l'importance de la participation du secteur privé pour accélérer l'action d'adaptation au climat. Dans le même temps, seulement 14 % (4,2 milliards de dollars) du total des contributions au financement climatique ont été apportées par le secteur privé en Afrique, dans le domaine de l'atténuation au sens large. Des solutions ont été discutées avec les CND en réponse aux principaux risques



identifiés, qui affectent l'appétit des investisseurs privés pour les investissements climatiques en Afrique. Ces risques comprennent la volatilité des devises, les problèmes de réglementation et de gouvernance, le manque de projets bancables, les risques de contrepartie, le manque de capacités techniques, de transparence et de mécanismes de responsabilité, les asymétries d'information.

L'objectif de la session était de rappeler aux participants les instruments financiers du GCF alternatifs aux subventions non-remboursables (subvention remboursable, participation junior de première perte, prêt subordonné, garantie). Différentes formes de

concession d'instruments financiers du GCF ont été discutées avec les CND sous une forme interactive, telles que : des taux et des frais de marché plus bas, une période de grâce et une durée de prêt plus longues, une position subordonnée d'un prêt et d'une participation junior aux pertes, un prêt en monnaie locale, etc. La concession a un effet de dé-risque pour les co-financiers, et a donc un fort potentiel pour catalyser le financement privé pour l'atténuation et l'adaptation. Par conséquent, l'examen de divers instruments financiers du GCF avec différentes formes de concession est fondamental pour créer une structure financière viable et adaptée au financement du climat.

Plusieurs participants ont soulevé des questions sur les différences d'un instrument à l'autre et sur la façon dont le pays peut sélectionner un instrument spécifique qui fonctionne le mieux pour les besoins et le contexte spécifiques du pays.

Dans la partie suivante de la discussion, il a été suggéré aux participants d'envisager différents instruments financiers au sein d'un même projet en fonction de la nature des activités et de l'accréditation AE. Des exemples de projets d'adaptation et de projets transversaux avec des instruments financiers alternatifs à la subvention non-remboursable ont été fournis : FP114, FP179, FP181, FP188, FP189 et autres.

La session s'est terminée par une discussion interactive sur les instruments financiers alternatifs potentiels aux subventions non-remboursables basés sur des projets réels approuvés par le GCF. L'activité finale a demandé aux groupes anglophones et francophones de suggérer une liste d'obstacles à la participation du secteur privé au financement climatique en Afrique du point de vue des AND :

GROUPE UN :

- ✓ Le manque de connaissance et de sensibilisation des secteurs public et privé aux différents mécanismes financiers.
- ✓ L'impossibilité d'accéder au financement pour les entités accréditées, la préférence étant de travailler avec les gouvernements et non avec le secteur privé.
- ✓ La faiblesse des marchés financiers et les contre notations dues à des structures de gouvernance médiocres.
- ✓ La visibilité des impacts de l'adaptation en raison du manque de données sur l'adaptation.
- ✓ Manque de méthodes et d'instruments pour le MRV, et le capital humain n'est pas qualifié pour faire face à ces défis. Le secteur privé n'est pas incité à mettre en avant la rentabilité.
- ✓ Le secteur privé dans de nombreux pays ne se sent pas concerné ou impliqué dans le CC, il n'est pas conscient des opportunités s'il devait investir dans le financement climatique, il est également important de montrer au secteur privé l'importance des risques climatiques qui peuvent être une opportunité pour les entreprises.
- ✓ Une meilleure capacité et une planification adéquate pour accéder aux canaux de financement complexes du GCF.
- ✓ La nécessité de développer les marchés de capitaux locaux.
- ✓ La nécessité d'établir des fonds nationaux pour le climat afin de susciter des investissements privés.

GROUPE DEUX :

- ✓ Absence d'un environnement favorable pour attirer les financements du secteur privé.
- ✓ Les instabilités monétaires et politiques sont les principaux facteurs qui contribuent à ce problème.
- ✓ Cadres politiques non harmonisés. Par exemple, il arrive que certains ministères ne veuillent pas qu'il y ait d'interférence avec leurs mandats respectifs, et il n'y a donc pas de mandat clair pour l'engagement du secteur privé.
- ✓ Manque de rentabilité des projets axés sur l'adaptation. Il existe une déconnexion entre le secteur privé local et le secteur privé international.
- ✓ Le coût de la préparation des projets, des études de faisabilité et des conditions qui prennent du temps est élevé. Manque de structures et de politiques fiscales nécessaires pour accéder au GCF (politiques ESS et genre).
- ✓ Le secteur privé n'a pas la capacité de mobiliser des financements, la définition du SP est très différente au niveau local des normes mondiales comme le SMES. Mettre en place des systèmes fiscaux attractifs et appropriés.
- ✓ Financement limité du secteur privé pour les projets à petite échelle.
- ✓ L'absence d'un cadre législatif et réglementaire favorable.

SESSION 4 - ÉTUDE ÉTUDE DE CAS : CYCLE DE DÉVELOPPEMENT D'UNE PROPOSITION CLIMATIQUE

La session a été dirigée par Sandra, qui a expliqué les exigences du GCF pour les notes conceptuelles et les propositions de financement. Les domaines d'évaluation des projets du GCF ont été présentés aux CND et leur application à chaque cycle de projet. L'accent a été mis sur le rôle vital des CND dans l'approbation des projets. Une fois qu'une note conceptuelle peut fournir un potentiel d'impact sur le climat, l'AE peut bénéficier du soutien du mécanisme de préparation des projets du GCF pour la conception du projet, les études de faisabilité et de préfaisabilité, les évaluations environnementales, sociales et de genre, et les plans de gestion/d'action, les risques du projet, les indicateurs IRMF du projet, la diligence raisonnable légale, réglementaire et autre qui doit être menée par l'AE. Les AND ont été guidés à travers le cadre d'évaluation avec une plongée en profondeur dans sept domaines : l'impact climatique, l'additionnalité, l'innovation, l'extensibilité, la durabilité, la concession et la structure financière.

La session a été suivie de questions-réponses et d'une simulation de conception de projet.

Sandra a souligné le fait que le GCF ne rejette pas une proposition ou ne refuse pas un financement, il la renvoie pour un repositionnement et une restructuration de la logique climatique de la proposition afin de construire un récit de base solide. Elle a également réaffirmé le rôle de l'innovation et son importance pour le GCF, les pays en développement peuvent mettre en place l'innovation à petite échelle, par exemple en rassemblant le secteur privé tel que les banques privées, etc. serait essentiel, cependant le modèle d'entreprise et le système de gestion doivent également assurer la durabilité du projet.

Le jour 1 a été repris par les remarques de clôture.

QUATRIÈME JOUR

SESSION 1 - INSTRUMENTS ET MODALITES DE FINANCEMENT DU CLIMAT

Cette session a été construite sur la base de l'introduction du jour 1 sur les instruments financiers du GCF alternatifs aux subventions non remboursables. Des exemples de modalités potentielles des quatre principaux instruments financiers du GCF ont été énumérés : prêts-programmes adaptables, prêts pour la politique de développement, prêts pour l'investissement sectoriel, lignes de crédit, paiement concessionnel pour le mécanisme financier de la cascade, échanges de dettes, paiements basés sur la performance, partenariats public-privé, mélange avec le financement des banques multilatérales de développement, des agences bilatérales et des sources du marché, engagements anticipés du marché, subventions escomptées (green climate fund/document/gcf-b04-06).

L'instrument des paiements basés sur les résultats et les étapes de sa mise en œuvre ont été présentés aux CND avec des exemples de projets. Les CND ont posé quelques questions pour mieux comprendre les différents mécanismes. L'auditoire a été renvoyé à la page web du GCF pour des ressources supplémentaires : Paiements basés sur les résultats du GCF : Steppingstone to unlock private finance at scale, juin 2022 - <https://www.greenclimate.fund/insights/gcf-results-based-payments-stepping-stone-unlock-private-finance-scale#main-content>.

Le sujet suivant était consacré aux obligations vertes et au soutien du GCF aux EA pour mobiliser des capitaux par le biais d'obligations vertes. Les **FP156 et FP173 ont été présentés**, suivis d'une session interactive de questions-réponses.

Après un quiz du Mentimètre sur les sujets précédents, les composantes de la structuration financière du GCF ont été présentées, telles que la structure financière, le choix des instruments financiers, la justification du montant du financement du GCF, le cofinancement, la tarification, la subordination, les tests de résistance des scénarios, le cas échéant. Une liste potentielle de livrables pour l'évaluation de la structuration financière a été fournie, comprenant, mais sans s'y limiter : une justification complète des instruments financiers et des taux de rendement, un calculateur d'équivalent-subvention, le flux de fonds du GCF aux bénéficiaires finaux en passant par l'AE, le ratio de cofinancement, le coût du potentiel d'atténuation et d'adaptation, la justification du montant demandé, les modèles d'analyse économique et financière, la modélisation financière au niveau des sous-projets, le budget détaillé, les études de marché, etc.

Le dernier thème de la session a été consacré à l'analyse économique et financière (AÉF) et à ses principaux ratios (IRR, NPV, EIRR, ENPV) avec un cas fictif présenté pour mieux comprendre le rôle de l'AÉF dans un dossier de proposition de financement du GCF.

La session s'est terminée par une séance de questions-réponses et de réflexions de la part des CND.

SESSION 3 - SESSION SUR LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT - Q&R

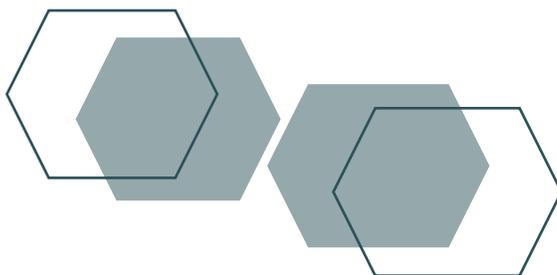
Le représentant du GCF de Bureau régional d'Afrique à la Division des programmes par pays, a donné l'opportunité aux participants des bureaux NDA de poser des questions sur les exigences et les conditions du GCF et les attentes générales du GCF et des pays.

- **Q :** Un représentant de pays a ouvert le débat avec une question sur le rôle de la NDA dans le développement et la mise en œuvre d'un projet, en soulignant que la NDA est négligée par les organisations internationales ; une fois que l'approbation du projet est reçue du GCF, ils procèdent à la mise en œuvre sans permettre ou coordonner avec la NDA pour jouer un rôle efficace dans le processus, le GCF peut-il habiliter la NDA pour s'assurer que ces entités comprennent l'importance de s'engager avec la NDA à toutes les étapes du cycle du projet ?
- **R :** Le représentant du GCF, Kabishi, a répondu à cette question en réaffirmant le rôle des NDA en tant qu'ambassadeurs du GCF. Le GCF positionne les NDA comme la principale source d'information sur les priorités du pays et comme la voix du GCF dans leurs pays respectifs. Il y a de nombreux aspects à cela, lorsque nous nous référons aux projets, la procédure de non-objection (NOP) est celle où le NDA fait parler le comité national aux entités accréditées, et un temps adéquat doit être pris pour s'assurer que les priorités sont communiquées aux AE. Le GCF ne considère pas cela comme une simple procédure d'approbation, mais comme une appropriation par le pays que le GCF doit voir, car le GCF informe ces entités que les NDA doivent être impliqués et qu'un plan d'engagement clair doit être fourni. Par exemple, l'Accreditation Master Agreement [AMA] est l'obligation légale des entités envers les AND, où elles s'engagent à fournir plus de soutien en termes de renforcement des capacités, etc. L'AND doit donc exprimer très clairement les besoins et les priorités pour améliorer le projet.

En outre, aucun projet ne recevra d'approbation s'il n'y a pas d'entité nationale impliquée, et que la NDA a également confirmé son accord avec les activités et les objectifs du projet. Ainsi, cela garantit qu'aucune AE n'a de pouvoir sur la NDA. Par conséquent, l'AND doit mettre en place les processus nécessaires, tels que les unités de préparation, qui peuvent garantir jusqu'à 1 million de fonds disponibles pour les pays, dont 300 000 seront consacrés au renforcement des capacités, bien qu'il s'agisse d'une ressource disponible, elle n'est pas réservée, et nous encourageons donc les pays à l'utiliser et à renforcer leurs capacités internes.

- **Q :** L'objectif de la préparation étant de déboucher sur des projets bancables, quels conseils pouvez-vous donner aux pays présents dans cette salle pour préparer des projets bancables ?
- **R :** En tant que GCF, nous souhaitons que les pays accèdent à nos financements car l'objectif de ces financements est de soutenir les pays. Lorsque vous traitez des projets, vous devez vous assurer que les propositions de projets sont alignées sur les priorités des pays, il est important de mener les analyses nécessaires et de s'assurer qu'elles reflètent les besoins et les priorités des pays, la logique climatique comme mentionné précédemment est une catégorie majeure pour le financement, et l'appropriation par les pays. Le GCF peut soutenir la phase avant le projet en fournissant une assistance technique à la DAE locale, pour développer la note conceptuelle [CN] et la proposition de financement [FP]. La facilité de préparation de projet [PPF] est accessible pour toutes les activités liées à la conduite d'études, etc. Les pays doivent s'assurer que les projets répondent aux conditions minimales et c'est ici que le rôle important de l'AND est de s'assurer qu'ils sont bien écrits, correctement présentés et qu'ils répondent aux critères de financement du GCF.

- **Q** : Le GCF prend parfois jusqu'à 3 ans pour approuver un projet qui vise à combattre les impacts urgents du changement climatique, comment cela peut-il être justifié ? De plus, nous avons besoin que le GCF soit plus inclusif quand il s'agit de la distribution géographique de certains pays qui ont plusieurs îles, par exemple les Comores.
- **R** : Les critères de financement du GCF doivent être pris en compte, il y a beaucoup d'aspects qui entrent en ligne de compte comme le S&E, l'évaluation, etc. et parce que ces pays n'ont pas réussi à se conformer aux critères, le processus est généralement long, et c'est un apprentissage continu. Nous essayons de rendre ce processus aussi convivial que possible ; nous partageons les informations nécessaires pour accéder au financement, et nous créons les conditions en amont, tout en co-développant et en soutenant les pays main dans la main pour développer des projets.
- **Q** : Le GCF peut-il mettre en place des programmes d'accueil pour les nouveaux CND, où les CND peuvent se renseigner sur leurs rôles et responsabilités ainsi que sur les engagements futurs ?
- **R** : C'est bien noté, et une suggestion serait de mettre en place une plate-forme de tous les CND participant à ce programme, car tous les pays ne sont pas au même niveau d'information et de connaissance, et donc un pays peut bénéficier de l'autre.



SESSION 4 - FONDS DE GARANTIE PANAFRICAIN

La dernière session a été l'occasion de présenter aux CND le concept d'un fonds de garantie panafricain intitulé "Hyphen, Catalytic Guarantees for Climate" (trait d'union, garanties catalytiques pour le climat), qui s'attaque aux obstacles à la mobilisation de financements climatiques à grande échelle en Afrique : le manque chronique de liquidités des preneurs de participation à long terme (LTO), le manque de garanties souveraines pour réduire le risque des investissements privés et publics. Le projet envisage un potentiel multiple pour les PPP climatiques en Afrique représentant jusqu'à 10-15 milliards de dollars US. Le public a chaleureusement accueilli l'initiative par des réflexions et des commentaires positifs.

PROCHAINES ÉTAPES

- ✓ Mettre en place **un groupe WhatsApp (Forum panafricain des CND du GCF)** pour créer une plateforme collaborative et facilement accessible qui relie les 23 CND du Programme régional panafricain de préparation et devient une opportunité de **partage d'expériences** et une **plateforme d'échange de connaissances**, en particulier pour les nouveaux CND sur leurs rôles et responsabilités, et pour un échange d'enseignements tirés d'autres CND du GCF. Il s'agira d'un canal permanent de communication et de collaboration entre les CND du GCF, même au-delà de la mise en œuvre du projet.
- ✓ **AAI et SSA réfléchiront et travailleront en étroite collaboration avec les pays** au cours des trois prochaines années afin de structurer des projets bancables, de travailler sur les **structures d'innovation et de justification climatique, ainsi que d'introduire des capitaux propres par le biais du Fonds de développement des infrastructures** qui vise à financer les projets d'infrastructure par des capitaux propres.
- ✓ **Un sous-comité sera mis en place** au niveau régional pour superviser la coordination avec tous les pays du